

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 25/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AIRBUS ATLANTIC

Boulevard des Apprentis
BP 50301
44605 ST NAZAIRE

Références : N6-2022-456-RAPPORT

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2022 dans l'établissement AIRBUS ATLANTIC implanté Boulevard des Apprentis BP 50301 44605 ST NAZAIRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection relayée dans le cadre de l'action nationale "risques d'incendie dans les installations de traitement de surface" et de l'action régionale "incendie"

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIRBUS ATLANTIC
- Boulevard des Apprentis BP 50301 44605 ST NAZAIRE
- Code AIOT dans GUN : 0006300950
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société AIRBUS ATLANTIC (ex STELIA AEROSPACE) à Saint-Nazaire a une activité de fabrication de pièces, d'éléments et d'assemblage de sous-ensemble pour des cellules d'avions. Elle dispose notamment de bacs de traitement de surface (TS) pour traiter les pièces contre la corrosion. Les 2 ateliers de TS (U57 et U83) ont fait

l'objet de cette visite d'inspection

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- moyens de prévention et de protection contre le risque d'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
désenfumage	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 8.2.5	/	Sans objet
Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	/	Sans objet
Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I	/	Sans objet
confinement des eaux d'incendie	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 8.4.1.V	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens de lutte incendie – moyens	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est pourvu des moyens de protection contre l'incendie prescrits par l'arrêté d'autorisation du 02/08/18 et par l'arrêté ministériel du 30/06/06 mais l'exploitant doit apporter des précisions sur le dimensionnement du désenfumage, l'arrêt du chauffage des bains, la mise à la terre des installations du TS et le dimensionnement du bassin de confinement des eaux d'incendie.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 8.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, risques d'incendie
Prescription contrôlée : Des exutoires de fumées et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface cumulée ne sera pas inférieure au 1/100ème de la surface au sol des locaux avec un minimum de 1 m ² par exutoire sont mis en place dans les bâtiments qui en sont dépourvus. Les dispositifs d'ouverture de ces exutoires sont placés de telle sorte qu'ils soient facilement manœuvrables depuis le plancher du local, près d'une issue. En cas d'impossibilité technique à la mise en place, d'exutoires en toiture, qui devra être démontrée à l'inspection des installations classées, les éléments translucides verticaux situés en partie haute des murs extérieurs des ateliers sont remplacés par des ouvrants à large ouverture, à commande automatique et manuelle, complétés par des matériaux translucides fusibles sur toute la longueur des parois donnant sur l'extérieur. La surface maximale d'ouverture doit être recherchée pour compenser l'absence d'exutoire en toiture.
Constats : Les 2 ateliers de traitement de surface U57 et U83 sont dotés d'exutoires de fumées et de chaleur en toiture, à commande automatique et manuelle. Les commandes à déclenchement manuel sont placées près des issues. L'exploitant n'a pas été en mesure au moment de l'inspection d'indiquer leur surface cumulée.
Observations : L'exploitant devra prouver, pour chaque atelier, que la surface des exutoires est bien supérieure au 1/100ème de la surface au sol des locaux avec un minimum de 1 m ² par exutoire.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques – mises à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure, au moment de l'inspection, de justifier de la mise à la terre des installations de traitement de surface susceptibles d'emmagasiner des charges électriques.
Observations : L'exploitant devra justifier de la mise à la terre des installations de traitement de surface susceptibles d'emmagasiner des charges électriques.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Art -6 - I Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
Constats : Les bains de l'atelier U83 sont chauffés via un fluide thermique qui circule à une température de 150°C. Ceux de l'atelier U57 sont chauffés électriquement. L'exploitant n'a pas été en mesure au moment de l'inspection de justifier de façon claire le fonctionnement du dispositif de sécurité susvisé.
Observations : L'exploitant devra décrire, pour les ateliers U57 et U83, le dispositif de sécurité permettant de détecter et d'asservir le manque de liquide dans les bains à l'arrêt du chauffage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – moyens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.
Constats : Les ateliers de traitement de surface disposent bien de moyens de lutte contre l'incendie (sprinklage, RIA et extincteurs).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : Les moyens de lutte contre l'incendie font bien l'objet d'une maintenance et sont contrôlés au moins une fois par an. Ceci concerne : <ul style="list-style-type: none">- les extincteurs ;- les Poteaux incendie : vérification du débit- les RIA- le sprinklage
Observations : Le système de désenfumage et les moyens de prévention contre l'incendie sont également contrôlés au moins une fois par an (système de détection incendie et contrôle thermographique des équipements du traitement de surface).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : confinement des eaux d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 8.4.1.V
Thème(s) : Risques accidentels, risques d'incendie
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. [...] Le volume nécessaire à ce confinement, calculé dans l'étude de dangers, est de 2787 m ³ . Ce volume doit être disponible en permanence. Un dispositif visuel est mis en œuvre afin de pouvoir le contrôler à tout moment. [...] L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers...)
Constats : Le site dispose d'un bassin permettant de confiner 3425 m ³ selon les informations données par l'exploitant en inspection (2235 m ³ dans le bassin + 530 m ³ dans les réseaux + 660 m ³ sur les voiries). Un "poteau gradué" est disposé dans le bassin mais l'absence d'indication chiffrée au niveau des graduation ne permet pas d'en déduire le volume disponible. La fermeture de la sortie du bassin est assurée par une vanne à commande automatique et manuelle dont le fonctionnement fait l'objet d'une consigne.
Observations : L'exploitant devra transmettre les éléments attestant des volumes susvisés et préciser à quels volumes correspondent les graduations sur le poteau présent dans le bassin et s'il prévoit de l'indiquer au niveau de celles-ci. Par ailleurs il devra expliquer comment il s'assure que ce bassin dispose d'un volume disponible en permanence permettant de faire face à un éventuel sinistre (disponibilité minimum dans le bassin de 2787-1190 =1597m ³).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet